53e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 37 24 SEPTEMBRE 1936

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. « Mon Temps », de Gabriel Hanotaux. — Quelques traits de son enfance. — Son éducation religieuse au lycée de St-Quentin, lacunes. — Perte de la foi. — II. Il entre dans l'histoire. — Les Archives des Affaires Etrangères. — Premiers travaux. — III. Au ministère du Quai d'Orsay. — La formation que l'on y recevait. — Gobineau. — Le « nordisme ». — IV. Il est nommé attaché. — Son premier mémoire historique ; satisfaction du ministre. — On se décide à consulter les Archives. — V. Il devient commis principal. — Comment se prépare, au Quai d'Orsay, la « signature ». — VI. Gambetta et « l'Edit de Nantes des partis ». — VII. Gambetta n'a pas su durer — Les lacunes de son œuvre. — Causes de sa chute. — VIII. Option entre l'Allemagne et l'Angleterre. — Jugement de Sorel sur l'Allemagne. — Taine et Pasteur.

I

M. Gabriel Hanotaux, parvenu à l'âge où l'homme regarde plus volontiers en arrière qu'en avant, a entrepris de se raconter et de raconter son siècle, en d'abondants et pittoresques Souvenirs. Un premier volume intitulé « *Mon Temps* », rédigé entre 1918 et 1928, a été publié en 1933 [1]. La *Revue des Deux Mondes* a commencé le 15 mai la publication de la « suite » de *Mon Temps*, qui traite des « *Souvenirs d'un Siècle à l'autre.* »

Ce nous sera une agréable distraction de revivre un passé qui est à la fois si proche et si loin de nous ! Il semble en vérité que la période d'avant-guerre soit de la préhistoire, tant les événements se précipitent, tant les changements opérés dans la structure morale, sociale et même politique de notre pays sont nombreux et graves !

Mais avant de prendre l'autobiographie de M. Hanotaux à son entrée dans la politique, vers 1878, nous emprunterons à son premier tome les indications indispensables à l'intelligence du second.

« Je suis né, dit-il, à Beaurevoir (Aisne), le 19 novembre 1853. » Son premier souvenir d'enfance est la rentrée au village des soldats revenant de la campagne de Crimée. Beaurevoir est un village de Picardie, aux confins de la Flandre. Le père d'Hanotaux était notaire, mais il appartenait à une famille paysanne de la Thiérache. Le nom d'Hanotaux est un diminutif de Jean : Jeannetaux, avec l'*h* aspiré belge ou ardennais. C'est un nom répandu dans le nord, mais avec des orthographes diverses. L'historien remplit une bonne partie de son premier volume d'épisodes savoureux se rapportant à ses ancêtres paternels ou maternels ou à sa propre enfance. Il met en relief ses attaches au sol, à la terre, à la vie profonde de sa petite et de sa grande patrie. Il était quelque peu parent de Henri Martin. Un personnage marquant de sa famille avait été le conventionnel Jean Debry, député de Vervins, régicide et connu pour avoir échappé, dans des conditions mystérieuses, à l'assassinat des plénipotentiaires français de Rastadt. Comme tant d'autres révolutionnaires à tous crins, il se rallia à l'Empire, devint le « baron Debry », préfet du Doubs, « commandant de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur ». Hanotaux avait donc un peu dans le sang à la fois l'histoire et la politique.

Il faisait ses études au lycée de St Quentin, lorsque la guerre de 1870 éclata. Il connut toutes les douleurs et souffrances de cette guerre, et en plus celle de la mort de son père. Après la guerre, la famille vint s'installer à Paris, pour lui permettre, à lui, de poursuivre ses études. Animé d'une curiosité universelle, c'était un liseur infatigable. Paris lui fournit des ressources prodigieuses dans le sens de ses appétits intellectuels. Il suivit des cours de diction, au Conservatoire, pour se défaire de son accent picard, et des cours libres à l'Ecole des Chartes, pour s'initier aux méthodes historiques. Il se développa un peu dans toutes les directions, sans parvenir à se fixer, à se tracer une voie et à s'y tenir. Les circonstances le poussèrent, mais il s'était longuement préparé à se servir des circonstances.

Habitués que nous sommes à prolonger les lignes de toute existence humaine dans la direction de l'éternité, nous cherchons, dans cette autobiographie d'un homme éminent, la part du religieux, la part de l'influence de l'Eglise, la part de l'Evangile séculaire. M. Hanotaux a mieux résisté que bien d'autres grands hommes de son temps à la pression du matérialisme et du scientisme contemporains. C'est, pour l'observateur qui se place dans le plan de l'Infini, au-dessus des courants passagers des âges, une tristesse poignante que de voir régulièrement, depuis 150 ans, des enfants pieux devenir, à l'âge d'homme, des incroyants, des athées, des panthéistes, des ennemis de l'E-

[1] *Mon Temps. I. De l'Empire à la République,* 20 f., Paris, Plon.

glise qui fut leur mère, des démolisseurs acharnés des fondements mêmes de la civilisation, dont ils se croient volontiers les gloires et les bienfaiteurs ! De Voltaire à Renan et au delà, que de talents remarquables ont menti de la sorte aux promesses de leur enfance chrétienne !

Voici donc ce que M. Hanotaux nous apprend de son évolution d'âme :

« L'éducation religieuse (à St-Quentin) nous était donnée par l'aumônier du lycée, l'abbé Cardon ; c'est lui qui me prépara, en même temps que mes autres camarades, à la première communion, qui eut lieu dans la chapelle du lycée ; il me choisit comme enfant de chœur et j'abordai le grand acte qui éveille la conscience et la foi au cœur de l'enfant, dans des sentiments de profonde piété. Je crois même avoir eu, alors, comme une sorte d'élan mystique. Je récitai l'acte de foi avec une émotion passionnée, un tremblement intime, en présence de la divinité. Cependant, un léger détail qui me revient en mémoire est de nature à faire sentir avec quelle prudence il faut toucher à la conscience de l'enfant. Le bon abbé Cardon m'avait promis, si je continuais à lui servir la messe, de me donner un livre. Il tardait à s'exécuter. Je lui rappelai son engagement. Il feignit de l'avoir oublié, et les choses en restèrent là ; mais ce manque de foi me donna à réfléchir sur la différence qu'il peut y avoir entre la doctrine et la pratique ; et l'année suivante, je n'étais plus enfant de chœur. Le sentiment du juste est le premier éveil de la loi morale, dans le cœur du petit de l'homme... »

Nous livrons ce petit fait aux réflexions de nos confrères Ce n'est rien, mais cela va loin, quand même.

Et voici quelque chose de plus important, mais qui n'est peut-être pas sans rapport, en dépit des apparences, avec ce qui précède :

« Je voudrais, raconte M. Hanotaux, avant de dire les circonstances dans lesquelles je quittai le lycée, revenir sur ce qu'emportait du lycée impérial, comme éducation et instruction, la jeunesse de mon temps. Il faut bien reconnaître que l'éducation était assez médiocre. On ne s'occupait pas plus de former le cœur que les manières ; ce n'était pas dans le programme. Quoique l'enseignement religieux fît partie des études, les méthodes de l'abbé Cardon n'avaient rien de bien impressionnant. Quand il avait fait marmonner quelques pages de catéchisme et de l'histoire sainte, il se déclarait satisfait. Je n'ai pas le moindre souvenir qu'il ait abordé jamais une des belles pages, quelle qu'elle fût, de l'histoire religieuse de la France. Il ne fut jamais question ni de S. Vincent de Paul, ni de S. François de Sales, ni de S. Bernard. Au moment même où se préparait et se réunissait le Concile du Vatican, aucune allusion ni aux doctrines ultramontaines ni aux thèses gallicanes ; nous connaissions tant bien que mal les noms, les amours, les sanctuaires des dieux de l'Olympe, mais ni la vie des saints, ni la gloire des martyrs, ni aucune page des grandes œuvres qui honorent l'apologétique française : de Bossuet et de Fénelon, rien que ce que comportait le *Manuel du Baccalauréat*. Quant aux préceptes de la morale, si nous n'avions reçu les bons exemples et les traditions de la famille, ce n'est certainement pas au lycée que nous les eussions recueillis. Le catéchisme appris, tout était terminé... »

Hanotaux parle ici d'expérience. Son témoignage peut servir de type à un trop grand nombre d'autres. L'invention du catéchisme, au XVIe siècle, fut assurément un progrès considérable, en un temps où déjà l'éducation chrétienne, au foyer et dans la liturgie paroissiale, fléchissait considérablement. Mais l'emploi du catéchisme a aussi ses inconvénients Une fois de plus il y a lutte entre *l'esprit et la lettre. Et littera occidit !...*

Une troisième fois, dans son premier volume, l'écrivain aborde le problème religieux. Il se trouve alors à Paris. Ce qu'il nous a dit de son éducation au lycée nous prépare à comprendre le « détachement » presque fatal de toute croyance positive, qui marqua son adolescence. Ce qu'il dit s'applique à toute une génération, que dis-je ? à toute une époque : celle du machinisme, où nous sommes encore, mais qui arrive à son terme qui est la Révolution généralisée :

« J'étais né d'une famille catholique, mais qui avait subi, comme toute la bourgeoisie du siècle, les effets de l'ironie voltairienne ; j'avais été nourri dans un de ces lycées du Second Empire où les pratiques religieuses s'arrêtaient à la première communion ; j'avais suivi les leçons de professeurs qui avaient reçu, à l'Ecole Normale, les semences de la libre-pensée. Comment l'esprit d'indépendance si naturel à la jeunesse ne m'aurait-il pas éloigné de toute croyance ? Cependant, je souffrais de ce vide. Je cherchais, je cherchais obstinément quelque chose qui pût le combler. Successivement, je m'attachais à des opinions diverses, à des solutions provisoires, et chaque étape vers un but inaccessible me laissait plus découragé, plus désorienté. Montaigne, qui fut, au hasard de mes lectures, le premier guide de ma jeunesse, m'avait inoculé un scepticisme facile qui n'était, en somme, qu'une forme de mes ignorances ; une lecture de Jouffroy m'inclina vers une sorte de religion du Progrès par la science, qui s'affirma bientôt par mes contacts avec Taine et ses disciples ; Michelet, dont je subis, comme toute ma génération, l'envoûtement, m'entraîna dans la négation véhémente où sa haine des jésuites l'avait conduit et dont il se fit un mythe sans portée et sans issue ; je trouvai dans toutes les mains la *Vie de Jésus* de Renan et cet illustre prototype des « Vies romancées » me froissa, me blessa : l'artifice historique, le doucereux irrespect du ton me détournèrent du livre et du système. J'ai connu Renan, je l'ai, parfois, admiré ; je ne l'ai pas suivi. Ami de la clarté et de la précision, je me refusais également au pesant fatras d'Auguste Comte, si puissant auprès de la génération qui m'avait précédé, et je me détournai de sa folle aventure intellectuelle. Me butant partout à une impasse et ne trouvant nulle ouverture, je restai dans une sorte de suspens, qui ne devait prendre fin que par l'usage de la vie et une connaissance plus approfondie des besoins du cœur humain et de la société des hommes. Cependant, je m'étais pénétré, du moins, d'un sentiment fort et qui devait dominer toute ma vie : une tolérance absolue à l'égard de toutes les convictions, de toutes les croyances. Toujours j'ai respecté *la foi* à l'égal de *la raison*. J'ai eu l'occasion de m'en expliquer avec Taine lui même qui voulait bien m'honorer d'une indulgente amitié : « Comment, lui disais-je, concevoir une opposition radicale entre ces deux facultés données à l'homme et appartenant à une formation unique ? Est-ce que

les fondements mêmes de la science ne les démontrent pas inséparables ? Penser, savoir, c'est croire. »

Nous ne discuterons pas l'équivoque qui s'insinue ici entre les deux sens du mot *croire*. La croyance psychologique ou adhésion à une certitude, du moins à une opinion, est une chose ; et la foi surnaturelle ou adhésion à une vérité révélée, par respect pour le témoignage de Dieu, en est une autre fort différente. Nous ne voulons retenir du passage cité que la peinture du désarroi des esprits les plus droits et les mieux intentionnés, au temps de la jeunesse d'Hanotaux. Avec des traits différents, cette peinture serait valable pour toutes les générations qui se sont succédé depuis la mort de Louis XIV jusqu'à nos jours. Les raisons de douter ou de ne pas croire ont changé, mais l'éloignement de la jeunesse intelligente et instruite des enseignements du Christ a été presque toujours le même. Les attraits du « monde », pour parler comme Jésus, l'oppression des passions en des temps où tout semblait leur sourire, étaient trop forts. Ils sont toujours trop forts. Comment Dieu changera-t-il tout cela ? C'est le mystère de l'avenir. Ce qui est sûr, c'est que lui seul peut le changer !

II

Nous prenons maintenant les articles de la *Revue des Deux Mondes*.

Gabriel Hanotaux, après de longues hésitations, s'est décidé pour l'histoire. C'est l'histoire qui le mènera à la politique. Il dit crânement la vérité sur sa carrière. Le hasard y a joué le rôle principal : « Je n'ai pas conduit ma vie, écrit il ; elle est allée où il lui a plu, comme il lui a plu. Politique ou histoire : mon penchant était vers l'histoire ; j'ai suivi ma pente. »

Pourtant, cela n'a pas été sans réflexion. Hanotaux a compris de bonne heure que « l'histoire est la racine même de la politique et que, pour aborder celle-ci avec autorité, il faut s'être nourri de celle-là, c'est à dire s'inspirer de l'expérience acquise par l'humanité, connaître les précédents, le sol, le climat, les ancêtres, les actes, les suites, les exemples, les succès, les erreurs. »

Ceux qui disent que « l'histoire ne sert pas dans les affaires, » ceux-là, remarque-t-il très justement, « n'ont pas été aux affaires. »

A l'âge de 25 ans, prenant enfin une résolution de travail et de suite dans les efforts, le jeune homme s'est tracé une tâche. Il veut étudier Richelieu, en qui il pressent le maître, l'initiateur, en même temps que le grand modèle de la politique française moderne. Afin d'approfondir un tel sujet, de l'embrasser dans toute son ampleur, il a fait des démarches pour avoir le droit, inouï jusque-là, de pénétrer aux archives sacro-saintes du ministère des Affaires étrangères. Le directeur de ces archives était alors M. Pierre Faugère. C'était un homme de l'ancienne école. Il considérait le privilège réclamé par l'opinion publique en général et par de jeunes travailleurs, comme Hanotaux, en particulier, comme une sorte de révolution à jamais déplorable. C'était mettre le secret diplomatique à la portée du premier venu !

« Une tradition de résistance et de volonté obstinée s'était invétérée dans la succession des administrations routinières... Au ministère des Affaires étrangères, le secret diplomatique gonflait les joues des fonctionnaires, congestionnés de leur suffisance, glorieux d'avoir embastillé si persévéramment la gloire. De M. d'Hauterive à M. Dumont, de M. Dumont à M. Cintrat, de M. Cintrat à M. Faugère, ces hommes de poids si léger s'étaient apesantis sur la vie active de la France et s'étaient institués les gardiens de la dalle tumulaire. Ils prenaient à témoin l'intérêt public pour autoriser et prolonger leur privilège mesquin. Les magnifiques volumes reliés avec le cuir imposé par la France au sultan du Maroc, sous le règne de Louis XIV, cloisonnaient de rouge et or la longue perspective des galeries et des salles, sans qu'une main profane eût jamais pu s'approcher de leur ordonnance intangible... »

Les premiers qui obtinrent, à force d'insistance et de « pistons, » la permission d'entrer dans le Saint des saints, furent Albert Sorel et Gabriel Hanotaux, l'un pour y étudier la politique étrangère de la France sous la Révolution, l'autre pour y fréquenter le cardinal de Richelieu.

Cette faveur même demeurait inquiète : « Nous travaillions sous le boisseau, avoue Hanotaux, profitant, non sans quelque inquiétude, de la faveur qui nous était accordée. » Ils avaient sous les yeux des faits comiques. Un grand historien anglais, Gardiner, avait obtenu, sur l'insistance de son ambassade, l'autorisation de consulter les archives relatives à l'histoire des Stuarts, qu'il préparait et qui l'a rendu illustre. Mais on ne lui permettait pas de prendre la plus petite note ! « De telle sorte, écrit Hanotaux, que nous voyions cet aimable colosse, qui nous témoignait une si cordiale confraternité d'historien, apprendre par cœur les passages qui l'intéressaient et nous quitter précipitamment pour aller les écrire chez le marchand de vin au coin de la rue de Bourgogne. »

D'autre part, ce que les écrivains étrangers avaient pu arracher, grâce à leurs ambassades, les Français n'y pouvaient prétendre. Le grand historien allemand Sybel avait fait intervenir Bismarck, en 1877, afin d'avoir le droit de consulter les dépêches relatives à la Guerre de Sept ans. On affirmait que Theiner avait pu étudier des documents relatifs au Concordat, tandis que le comte d'Haussonville n'avait pu en avoir communication, et que M. Faugère répliquait aux critiques de *l'Univers* ; « Le dépôt des archives n'est pas à l'usage du public ; il n'est destiné qu'au service intérieur du ministère. »

Heureusement, un érudit connu, homme intrépide et trépidant, Armand Baschet, avait su attacher le grelot. Il avait crié au grand public que la plupart des nations voisines avaient ouvert leurs archives, à l'exception de la France ! Edouard Drumont avait fait chorus, et c'était un tape-fort,

Pauvre M. Faugère ! Il fut malmené sans pitié. Pendant ce temps, Hanotaux et Sorel, qui se trouvaient déjà dans la place, se tenaient cois. Richelieu s'était emparé du jeune chercheur et remplissait sa vie. Les revues commençaient à lui ouvrir leurs portes : la *Revue historique* de Gabriel Monod, la *Revue critique* de Gaston Paris et Paul Meyer. Edouard Charton, qui dirigeait le *Magasin pittoresque,* lui avait confié la rédaction d'un volume de la « Bibliothèque des Merveilles » : *Les Villes retrouvées.*

Tout cela pouvait suffire. Mais la jeunesse est insatiable. Hanotaux avait la passion du travail. Il eut l'idée de faire aussi du journalisme. On était au lendemain du Seize mai. On sait comment la chose avait fini. Le duc de Broglie avait eu le tort immense d'employer, au profit de la cause monarchiste, les méthodes de l'Empire, la candidature officielle, la pression administrative, les rigueurs de la loi contre les adversaires de ses idées. Les monarchistes, d'autre part, étaient divisés, impuissants, paraissaient rétrogrades. Ils manquaient de propagandistes, de jeunesse ardente, travailleuse, conquérante. Ils ne s'appuyaient que sur leur passé et leur fortune. En face d'eux, un tribun prestigieux, que la défense de la patrie avait auréolé, et dont on disait que, dans la défaite, « il avait sauvé l'honneur, » Gambetta, entraînait les foules, se montrait partout, plaisait surtout aux jeunes. Hanotaux, encore inconnu, mais bien représentatif des jeunes talents de sa génération, nous confie qu'il lisait chaque jour le journal de Gambetta, *La République française*. Il avait remarqué parmi les noms des rédacteurs les plus cotés celui d'un homme dont la famille lui était connue : Colani.

Il nous assure que cet homme, bien oublié aujourd'hui, était un « esprit remarquable, de culture universelle, philosophe, théologien, critique, penseur profond. » Nous avons peine à le croire, mais enfin tout est relatif. Hanotaux vint le trouver. Il avait dans sa serviette un article intitulé : *Les amours de Mazarin et d'Anne d'Autriche.* C'était un peu croustillant. Le goût des lecteurs se portait vers ce genre. Colani prit le manuscrit. Quelques jours plus tard, Hanotaux recevait les épreuves et apprenait qu'on l'acceptait au journal, avec une « Variété » historique par mois. « Je faisais partie de la maison ! » dit-il avec enthousiasme. Tels sont en effet les grands triomphes des jeunes que le monde prend à son service !

Mais un bonheur n'arrive jamais seul. Le cabinet républicain Dufaure avait placé aux affaires étrangères Waddington. Henri Martin était comme lui représentant de l'Aisne ; il est probable que ce fut lui qui l'entretint du problème des Archives. Un jour, M. Faugère prit Hanotaux à part et lui proposa d'entrer dans les cadres du ministère. Pendant qu'il réfléchissait à cette proposition, il reçut une invitation du ministre à venir le voir. Waddington le reçut fort bien, lui offrit de le nommer secrétaire d'ambassade à Washington, mais comme le jeune homme exprimait son désir de rester fidèle à son Richelieu, le ministre lui promit d'aviser, et quelques jours plus tard, le 30 décembre 1878, il le mettait à la disposition de M. Faugère, « pour prendre part aux travaux de la sous-direction des Archives » du ministère. C'était une situation officielle : *Attaché non payé*. Il n'y avait pas alors de concours pour entrer dans la « carrière. » C'était le ministre qui recrutait, en se guidant sur des traditions de famille ou des recommandations. Hanotaux changea donc de couloir et passa, comme il dit, dans « le carré, où les jeunes futurs diplomates étaient tenus en observation et en jauge. »

III

Ici, nous lui laisserons la parole. Il va nous révéler en quoi consistait l'initiation diplomatique :

« Je dois dire les choses telles qu'elles me parurent : comme travail, à peu près rien. On n'apprenait guère qu'une chose à ces stagiaires bénévoles : à bien copier. Avant tout, une bonne écriture, une écriture de calligraphe, c'était pour arriver le savoir indispensable. Ceux qui paraissaient le mieux doués étaient admis par la suite, mais lentement, lentement, à rédiger de courtes analyses des correspondances officielles, analyses ayant pour objet de résumer chaque pièce en vue du classement par dossiers. Ainsi l'apprenti diplomate commençait, selon la formule, à « s'inspirer des grands modèles. » Calligraphes et rédacteurs d'analyses, tels étaient les titres essentiels qui donnaient la juste mesure de chacun. La jeunesse qui m'entourait était d'une belle humeur, d'une insouciance et d'une fantaisie parfaitement élégantes et détachées. Elle ne savait rien, mais tranchait sur tout avec une autorité certaine. Les corvées elles-mêmes, c'est-à-dire la copie et l'analyse, étaient acceptées avec une complaisance dédaigneuse. L'écriture paraissait d'autant plus noble qu'elle était plus grosse. Cela s'appelle encore, dans les études, « grossoyer »... On portait le document en cortège au chef de service, dans un triomphe à la romaine. Le bureau où nous nous réunissions était une grande salle démeublée avec de rares chaises dépaillées et des pupitres d'école primaire ; elle donnait sur l'Esplanade des Invalides. On avait trouvé une autre distraction : en hiver, on faisait chauffer des sous dans la cendre de la cheminée et une pelle à feu les projetait par la fenêtre à des gosses appelés à grands cris et qui, en se les disputant parmi la poussière de l'avenue, se brûlaient les doigts... »

Ce n'était peut-être pas d'un goût très raffiné, comme distraction. Mais « cet âge est sans pitié ! »

Parmi les hommes illustres qu'il a connus dans cette atmosphère, Hanotaux signale le comte de Gobineau :

« C'était un homme mince et sec, vêtu de carreaux clairs, coiffé d'un léger chapeau de paille, le monocle pendillant à un ruban noir, et les inévitables favoris en pattes de lapin. Très « carrière » et soufflant de satisfaction en se considérant lui-même. »

Gobineau avait publié, en 1854, le fameux livre *Essai sur l'inégalité des races humaines,* qui avait passé à peu près inaperçu. Il était réservé aux Allemands d'en falsifier les données pour glorifier la race germanique [1]. Né à Ville d'Avray en 1816, Gobineau avait 63 ans en 1879, quand il publia *Ottar Jarl,* histoire d'un pirate norvégien. Hanotaux et Sorel avaient parcouru son premier ouvrage. La personnalité de Gobineau les intéressa et ils cherchèrent à s'informer des sources de sa thèse. C'était naturellement une sorte de plaidoyer *pro domo.* Il était d'une famille de Bordeaux et appartenait, par cette origine, à la robe et au négoce. Son enfance avait été triste et pauvre : on l'avait envoyé dans un collège de Suisse, où il avait reçu les leçons d'un professeur allemand. L'amitié de Tocqueville l'avait ensuite fait entrer dans « la carrière. » Très ambitieux de titres, il avait découvert dans ses papiers certains indices le rattachant, par ses origines, à une famille normande, descendant d'un pirate norvégien, qui n'était autre que ce fameux *Ottar Jarl,* dont il avait imaginé le roman, et qui se disait de la postérité d'Odin, en personne. Tout cela avait été pour lui un trait de lumière. Très convaincu de sa supériorité méconnue, il s'était dit que le secret de cette supériorité ne pouvait être que cette ascendance mystérieuse qu'il s'était découverte. Généralisant son cas personnel, il s'était formulé cette loi : la vraie aristocratie appartient de droit à l'homme nordique, *homo linnœus,* — le Norvégien et le Normand, — en qui s'est conservée, dans toute sa pureté, la mieux titrée des races du globe, la race *aryane.* Gobineau reconnaissait lui-même que, cette idée-maîtresse, il l'avait « d'instinct » en naissant, et « qu'il l'avait reçue de son enfance. »

Tout heureux d'une certitude qui le grandissait si merveilleusement, « le Gascon, en se retrouvant gentilhomme, lançait en pages abondantes et grandiloquentes la thèse qui fait une race supérieure des hommes grands, blonds, aux yeux bleus, à la peau claire, comme vrais descendants de la race mère, venue d'Asie. »

Ce qu'il y a de plus fort, c'est que le prophète du « nordisme », dont le nazisme contemporain a fait son révélateur, n'avait pas du tout lui-même le type physique répondant à la description de la race. Il était de prestance médiocre, avait la peau bise et un nez en lame de couteau. Mais ces objections ne lui venaient pas à l'esprit, ou bien il les expliquait par le mystère des hérédités et des mésalliances. Sa vanité d'artiste et de diplomate était convaincue, et cela lui suffisait. « Il voulait croire, il croyait, et il enrôla un monde dans sa croyance. Quel coup de tambour, mes enfants ! Mais ce sont là les moindres effets de ton éloquence, Gascogne ! « moelle de toutes les Gaules, *medulla omnium Galliarum !* »

Telle est la première origine du *Mythe du XX*e *siècle* à la Rosenberg !

Le grand profit que le jeune Hanotaux retirait de sa nomination d' « attaché non payé », c'était de pouvoir pénétrer dans le sanctuaire des documents secrets, dans « la Salle des Traités », où reposaient les textes officiels des actes ayant fondé la France. Cela remontait à Charlemagne. Tous les sceaux authentiques des pactes étaient là, enfermés dans des boîtes d'argent et d'or.

« Dans « la grande salle », aux longues perspectives boisées, se déployait l'alignement impeccable de la « Correspondance diplomatique », cuirassée de maroquin et reluisant d'or... Le tout dans un ordre massif, imposant, voilant mal un désordre intime dû au caprice des favoris de l'administration et, disons-le, à la négligence somnolente de l'administration elle-même. Capharnaüm de splendeurs où il n'y avait qu'à se baisser pour prendre et apprendre, mais inabordable, intangible, bloqué dans un entassement séculaire. L'on pense si je m'en donnais, me tenant dès lors à l'écart de la charmante insouciance de ma jeune classe. C'était admis : j'étais un bûcheur. On respectait mon travail. Le silence se faisait autour de moi, quand, dans le tapage croissant, je prenais un air par trop désespéré. Je finis, d'ailleurs, par me trouver un coin, dans un bas-côté de la cathédrale, où j'étais seul, bien seul, troublé uniquement par le bruissement de l'histoire. . »

IV

Pendant que le futur historien se jetait à corps perdu dans ses recherches, des événements graves se déroulaient en France. Les élections avaient envoyé à la Chambre une majorité républicaine et au Sénat la majorité venait aussi, en janvier 1879, de passer à gauche. Au maréchal de Mac-Mahon démissionnaire avait succédé Jules Grévy. Les Chambres avaient quitté Versailles pour Paris. On avait voté l'amnistie générale pour rendre la paix au pays. Le cabinet Waddington cédait la place à un ministère Freycinet, avec Jules Ferry à l'Instruction publique ; Freycinet avait pris les Affaires Etrangères.

C'était le temps même où le récent Congrès de Berlin avait attiré l'attention de toutes les diplomaties sur les Balkans et pays danubiens, un peu négligés jusque-là. A la direction des Archives du Quai d'Orsay, un rédacteur de *La République Française,* M. Girard de Rialle, spécialiste des régions adriatiques et danubiennes, avait succédé à M. Faugère. C'était un homme intelligent, affable, souriant, sympathique, tout l'opposé de son prédécesseur. Au surplus, ces changements faisaient partie de tout un ensemble. Partout les républicains prenaient les places. Hanotaux lui-même se vit un instant menacé d'être arraché à ses Archives : on voulait le nommer « attaché pour la correspondance commerciale » au cabinet du ministre. Heureusement, Gabriel Monod le réclama énergiquement auprès du chef de cabinet. Bref, le 1er fé-

[1] Gobineau glorifie bien la race des Aryas de l'Inde, mais il estime qu'elle est métissée en Hindoustan et en Germanie ou chez les Slaves et qu'elle n'est pure qu'en Angleterre, dans le nord de la France et en Belgique.

vrier 1880, il était nommé « attaché payé », à la direction des Archives.

Six jours plus tard, un décret, réalisant un désir déjà manifesté par le duc Decazes en 1874, créait une Commission des Archives diplomatiques, ayant pour but de les ouvrir au grand public, et Hanotaux en devenait le secrétaire. Il en est aujourd'hui encore le président, à 56 ans d'intervalle. Elle comprenait tout ce que la France comptait alors d'historiens classés : Henri Martin, d'Haussonville, Renan, Camille Rousset, Hauréau, Boutmy, Monod, Georges Picot, Rambaud, Sorel, etc. « Il s'agissait d'organiser l'immense dépôt de papiers laissés par les siècles, pour permettre aux travailleurs d'accéder jusqu'à lui, avec, bien entendu, les précautions indispensables. » Travail formidable : repérer, cataloguer, timbrer, folioter toutes les Archives. Créer un système d'enquêtes sur les demandes de communications, prendre au besoin l'initiative de publications importantes. Le système adopté aux Affaires étrangères devait se transplanter aux Archives de la Guerre, de la Marine, des Colonies. En un mot, c'étaient les sources véritables de l'Histoire nationale offertes au pays, comme don de joyeux avènement de la troisième République [1].

Avant la fin de 1880, Hanotaux créait en outre, avec l'aide de Monod, la *Société historique*, qui, du nom de la rue où se tenaient les séances, s'appela « le Cercle St-Simon », et qui est toujours prospère et vivante.

Au ministère, sous la direction du jeune attaché, s'accomplissait un travail de classement des plus profitables. Parmi les hommes que ses fonctions l'amenèrent à fréquenter, Hanotaux nomme Frédéric Masson, dont il trace un amusant portrait :

« Bruyant, tonitruant, la moustache en bataille, le geste tranchant, il était bonapartiste dans les moelles. Pour un oui ou pour un non, il criait d'une voix de stentor : « Sa Majesté l'Empereur et Roi !... » Mais, par une singularité qui forçait encore davantage l'attention, son bonapartisme se trouvait « branche cadette », s'étant attaché au prince Jérôme, « Plon-plon ». Ainsi, le grognard était en demi-solde et le rescapé de Waterloo restait un « bleu ». Rochefort dit dans *La Lanterne :* « Comme bonapartiste, je préfère Napoléon II ; c'est mon droit. J'ajouterai même qu'il représente à mes yeux l'idéal du souverain. Personne ne niera qu'il ait occupé le trône, puisque son successeur s'appelle Napoléon III. Quel règne, mes amis, quel règne ! Qui donc osera prétendre maintenant que je ne suis pas bonapartiste ? » Ainsi Frédéric Masson. Que sa mémoire me pardonne ce rapprochement. Il réclamait *mordicus* les droits d'un prince républicain. D'ailleurs, comme bibliothécaire et comme Parisien, le meilleur fils du monde : accueillant, hospitalier, serviable, faisant largesse de ses livres, de sa curiosité, de sa science. Quand la République fut installée, Masson crut arrivée l'heure de son Fontainebleau. Il abdiqua, je veux dire qu'il donna sa démission. Personne ne s'en aperçut, sauf moi, peut-être, et son grand ami, dont le nom reviendra souvent dans les pages qui vont suivre, Armand Nisard. »

Masson avait été remplacé par Pierre Bertrand. C'est avec lui qu'Hanotaux entreprit son œuvre immense de classement, grimpant des échelles, inventoriant des armoires, méditant et réfléchissant sur la méthode à adopter, s'arrêtant enfin à un plan, qui fut suivi avec constance.

Mais la politique était là qui le guettait :

« En cette fin d'année 1880, trois questions plus graves et plus complexes les unes que les autres pour l'avenir de la République et de la France, occupaient l'opinion : 1° les résultats du Congrès de Berlin ; — 2° les relations de l'Eglise et de l'État, arrivées au tournant dangereux du sort des Congrégations (le fameux article 7) ; — enfin 3° la campagne menée par la droite et l'extrême-gauche unies contre ce qu'on appelait « le pouvoir occulte » de Gambetta. »

Des intrigues se formaient entre la Chambre et le Sénat, la première plus avancée, le second plus conservateur. Le résultat de cette opposition était l'instabilité des ministères. Jules Ferry prenait la présidence, après Freycinet. Les Affaires étrangères passaient à un ami un peu effacé de Thiers, Barthélemy St-Hilaire (23 septembre 1880).

On s'apercevait un peu tard de la faute commise au Congrès de Berlin par notre délégation, qui, sous prétexte de pratiquer la politique des « mains nettes, » était revenue les « mains vides, » tandis que toutes les autres Puissances se servaient. L'Autriche avait eu le mandat sur la Bosnie et l'Herzégovine. L'Angleterre s'était adjugé Chypre et visait l'Egypte, — toujours la fameuse « ligne des Indes. » — Bismarck, d'abord triomphant, s'apercevait qu'il était joué, et par sa faute. Il conçut la pensée de coaliser les Puissances continentales contre l'expansion coloniale anglaise. La question de la Méditerranée passait ainsi au premier plan.

Sur ces entrefaites, le Directeur des Affaires politiques, — on sait que c'est le premier personnage du ministère des Affaires étrangères, après le ministre, — fut remplacé par le baron de Courcel. C'était lui qui avait fait passer, comme sous-directeur, le facile examen d'alors des attachés payés : un peu d'écriture, un peu d'orthographe, un peu d'histoire, quelques mots d'une langue vivante. Il s'était montré parfaitement affable. Hanotaux, devenu son supérieur plus tard, se souviendra de lui et en fera un ambassadeur à Londres. Courcel savait un peu le genre de travail qui, loin de tous les regards, s'accomplissait aux Archives. Vers la fin de l'année 1880, il fit passer une note chargeant Hanotaux de rédiger — *pour le ministre* — un mémoire tiré des Archives et destiné à renseigner les négociateurs français sur la situation passée et actuelle de l'Epire, que la Grèce réclamait. Il s'agissait du dépècement de l'Empire ottoman, commencé au

[1] La Commission a publié des catalogues et inventaires, certaines classes de papiers, tels que les papiers Barthélemy, les Archives de notre établissement en Tunisie, et surtout les *Instructions données par les Rois de France à leurs ambassadeurs*, véritable Manuel de la diplomatie française depuis le XVIIe siècle.

Congrès de Berlin, et plus encore de l'équilibre à garder entre les jeunes Etats héritiers, dans les Balkans, de la Turquie refoulée vers l'Asie. Barthélemy St-Hilaire, hellénisant connu et fervent, avait eu l'idée d'interroger les Archives sur le problème du jour. Ce n'était pas là une idée banale, en dépit des apparences.

« Je me mis au travail, raconte Hanotaux. Selon les méthodes historiques, je dépouillai les dossiers des ambassades, des légations, des consulats ; je me fis une bibliographie complète ; j'essayai de dégager quelques idées précises et, sans nul retard, je présentai à la direction politique un exposé aussi clair que possible de la situation de l'Epire. J'ai appris depuis, par les *Souvenirs* de M. de Freycinet, que la question embarrassait les dirigeants de la politique européenne depuis de longs mois... Mon application ne fut pas peine perdue. Le Directeur politique mit ma note sous les yeux du ministre, avec l'expression de son sentiment personnel, formulé en ces termes : « Je voudrais voir régulièrement utilisées les précieuses ressources de nos archives en des travaux qui, régulièrement accomplis d'une manière suivie par des employés spéciaux, fourniraient l'aide la plus utile à l'étude et à la discussion des questions de la politique contemporaine. »

Là-dessus, de Courcel demandait qu'Hanotaux fût chargé, séance tenante, de rédiger des notes analogues sur la Thessalie et la Crète. On s'apercevait de l'utilité de l'histoire pour la diplomatie ! Non pas que ce point eût été jamais oublié, mais on s'en tenait à l'histoire générale, aux lectures particulières des diplomates. La consultation régulière des Archives n'était pas en usage. On se demande avec effarement à quoi elles servaient ! Et voici la réponse d'Hanotaux :

« Ce que nos cartons consulaires contiennent de précieux est inimaginable ! La somme de renseignements fournie par nos excellents agents, destinée le plus souvent à rester enfouie dans les cartons au liseré vert, éclairerait d'une lumière éblouissante la plupart des questions que l'ignorance et les polémiques futiles rendent si complexes et si troubles. »

Pourtant, le précédent de l'Epire ne fut pas sans résultat : en particulier pour la carrière d'Hanotaux lui-même. Le ministre voulut le féliciter en personne. Il fut prévenu qu'il aurait à se présenter dans son cabinet à 5 heures, — « à cinq heures du matin, » précisa obligeamment le chef de cabinet.

On était en hiver. Pataugeant avec ses souliers vernis dans la neige matinale, le jeune attaché fut fidèle au rendez-vous :

« Je vis, écrit-il, un grand vieillard aux cheveux blancs ébouriffés, habillé bourgeoisement d'une redingote noire, travaillant sous l'abat-jour vert d'une unique bougie. Il me fit des compliments mesurés, me donna d'excellents conseils où il ne manqua pas d'introduire l'exemple de sa propre carrière, en insistant sur ses relations avec M. Thiers et sur le bienfait du travail matinal. Il me déclara, non sans solennité, que mon travail sur l'Epire lui avait donné une telle satisfaction qu'il le faisait imprimer au *Journal Officiel*. Car « il faut que l'opinion soit avertie. » Il écrivit, *manu propria*, en marge de mon manuscrit, cette appréciation bienveillante : « Notice très importante et très bien faite sur l'Epire. Je félicite l'auteur de ce travail. Sa méthode est excellente. » J'appris bientôt, par M. de Courcel, que j'étais nommé commis principal aux appointements de 3.000 fr. par an. »

De la sorte, il était jeté de l'histoire dans la politique européenne et il abordait cette dernière par le « pont-aux-ânes » de la diplomatie : la question d'Orient.

Il comprit dès lors que l'Allemagne se trouvait en opposition directe avec l'Angleterre, sans que les diplomates s'en fussent encore aperçus, au sujet de la Méditerranée. La politique du *Mitteleuropa*, dont la « ligne de force » était Hambourg-Bagdad, mais qui comportait un débouché pour l'Autriche à Salonique, avait tout intérêt à contrecarrer l'hégémonie anglaise en Méditerranée. Et l'Angleterre, de son côté, voyait d'un mauvais œil une grande Puissance centrale entretenir des visées sur les côtes de l'Archipel. Si elle a toujours tenu à écarter la Russie de Constantinople, ce n'était pas pour tolérer l'Autriche à Salonique. C'est une chose que les historiens de l'époque contemporaine ne semblent pas avoir assez mise en relief. C'est pourquoi Hanotaux peut écrire :

« Mon mémoire sur la Crète, à le relire après plus d'un demi siècle, me paraît encore tout d'actualité. La cession des Cyclades à l'Italie, l'aventure vénizéliste, l'imbroglio italien-éthiopien-anglais-égyptien, la restauration monarchique en Grèce, tout prouve que la question crétoise, qui a tant agité ma vie et qui a failli faire échouer (qui le croirait ?) ma candidature à l'Académie française, n'est pas résolue et qu'elle peut se rouvrir demain. »

Un autre résultat de l'excellence des mémoires fournis alors par Hanotaux, ce fut que l'habitude se prit, au ministère, d'en faire composer dès lors sur la plupart des « affaires pendantes » : affaire de Prévétsa, traité Clayton-Bulwer, doctrine de Monroë, affaire du canal de Corinthe, affaire des Congrégations, affaire Hartmann, affaire de Terre-Neuve, « et tant d'autres sujets qui sollicitaient l'attention d'un personnel nouveau, ignorant des précédents et cherchant à les connaître. »

V

Voici donc Hanotaux « commis principal. » Il fait partie désormais du personnel. Il profite de l'occasion pour nous décrire le Quai d'Orsay et la manière dont on y travaille.

L'Hôtel du ministère a été créé par Guizot. Il est séparé de la rue par une cour semée de cailloux et ombragée de quelques arbres rabougris. Derrière l'hôtel, le jardin particulier du ministre longe celui du Palais-Bourbon, demeure des députés. Le ministre habite dans l'hôtel. A l'étage supérieur, sont logées les parties sécrétissimes :

le bureau du chiffre, le bureau des traducteurs, le « distribution » et le « départ » des courriers.

On accède au cabinet du ministre par une antichambre officielle qui, elle-même, précède un escalier solennel tout reluisant de dorures. Après l'antichambre, se développent au rez-de-chaussée les salons d'attente, le cabinet du ministre, la galerie d'Hercule, la galerie de l'Horloge, et enfin, en retour, sur toute la largeur de l'hôtel, la salle à manger de trois cents couverts, avec, en sous-sol, les cuisines, offices, etc. L'ensemble forme une « réception » d'aspect un peu vieillot, mais toujours imposant. Sur un autre côté de la cour s'élève une bâtisse de quatre étages, abritant les « services » : bureau du matériel, comptabilité, direction politique, direction commerciale, et tout à fait à l'extrémité la Chancellerie et les Archives. Les directions occupent chacune un étage. De longs couloirs conduisaient aux bureaux.

« Sachez, s'écrie en cet endroit notre guide, pris d'émotion, sachez, ô électeurs français ! que tout au long de ces couloirs se fabrique la politique extérieure de la France. Leur ensemble s'appelle, avec révérence, « les couloirs, » comme, sous l'ancien régime, on disait « la Cour ». Par ordre, ne circulaient dans cette zone sacrée que les attachés et les secrétaires (porteurs du secret) ; et encore à condition qu'ils fussent appelés par le chef du service. Si l'on y voyait quelques personnes du dehors, c'est qu'elles étaient munies d'une lettre d'audience ou qu'elles montraient patte blanche. A chaque étage, les « sous-directions » groupaient autour d'elles les « bureaux », comme les poules leurs poussins. Sous l'abri d'un tambour polygonal feutré, deux huissiers veillaient, de telle sorte que les noms murmurés pour être annoncés ne fussent pas divulgués. A peine le silence de ce couvent laïque était-il troublé, dans la matinée, quand, à pas de loup, les attachés gagnaient leurs bureaux pour le travail quotidien et, le soir, quand le chef de service, après avoir vérifié les rédactions, courait comme une ombre, dans la nuit tombante, vers le sacrement de la signature. Le chef de bureau était qualifié « rédacteur. » La formule hiérarchique était la suivante : le « rédacteur » rédige, le « sous directeur » corrige, » le « directeur » dirige, — et le « ministre » signe. Donc, tout pour la signature. Quant aux attachés, leurs fonctions étaient de copier et de se réunir pour le thé de cinq heures.

Le thé de cinq heures ! C'est là que se traitent les grandes affaires de l'Etat. C'est là que l'on décide et que l'on tranche ! C'est là que la mappemonde est parcourue d'un doigt assuré et que les parties de la planète sont distribuées selon les conditions permanentes de la politique définitive. C'est là que l'on critique avec autorité les actes du gouvernement et la carrière des ambassadeurs. C'est là que l'on collige les tuyaux de courses et les tuyaux de Bourse. C'est là que l'on dit le plus de mal du ministre et que l'on juge de l'autorité et de la durée du ministère, selon les chances de l'avancement. Je me suis permis d'en plaisanter, un jour, avec M. Laval, qui m'opposait « l'avis des bureaux, » dans une affaire qu'il ne demandait qu'à régler suivant mon désir. « Les bureaux ! lui dis-je ; permettez-moi de vous citer un mot de Gambetta. Il avait pris, seulement depuis quelques jours, la direction du ministère, où tout était nouveau pour lui... (Il) était là, emplissant de sa carrure le vaste fauteuil et, comme je m'avançais vers lui pour soumettre quelques papiers à sa signature : « Ah ! ah ! me dit-il, votre maison, monsieur, c'est donc le royaume de la conversation. — Eh ! oui, lui dis-je, Monsieur le président, si vous assistiez au thé de cinq heures, vous sauriez qu'il est plus important que les Congrès de Vienne et de Westphalie. » M. Laval prit la chose du bon côté et la demande fut accordée.

Nous voilà donc dans le bureau du ministre, à l'heure de la signature. C'est l'instant sacré, l'élévation ! Toute la journée, au dedans comme au dehors, auprès et au loin, dans toutes les agences, ambassades, légations, consulats, chancelleries, sur toute la boule ronde, les esprits sont en alerte pour cette minute suprême. Après de longs entretiens avec ses directeurs, — au premier rang le directeur des Affaires politiques, — le ministre va prendre un parti. Les yeux dans les yeux du chef de service, la plume en arrêt au-dessus du papier minuté, il passe en revue, dans un repli intérieur, les faits et les conséquences, l'acte lui-même, les finesses et les nuances de la rédaction, la balance des intérêts engagés, les accords et les désaccords possibles, l'effet sur les autres gouvernements, l'accueil du Parlement, de l'opinion, de la presse française, de la presse étrangère, que sais-je, ce qu'il faut sentir et ce qu'il faut pressentir, les déplacements d'équilibre, la rupture, la guerre, tout cela bourdonnant dans l'essaim de ces quelques lettres qui voltigent avant de se poser et qui seront la « signature. »

Nous n'avons rien voulu enlever de cette page, où, visiblement, l'auteur a mis toutes ses complaisances, toute la chaleur de ses souvenirs de jeunesse. Ce couplet sur « la signature » est plein d'une émotion contenue.

Et ce n'est pas sans une intime satisfaction que l'historien raconte, aussitôt après, comment il prit l'initiative, étant ministre, de faire rapporter au cabinet du ministre le fameux bureau de Vergennes, qui s'y trouve encore actuellement. Le morceau vaut d'être cité lui aussi :

« Voici donc, devant le fauteuil du ministre, le bureau de marqueterie et bois de rose, porté sur ses pieds de biche et mouluré d'or aux encoignures, aux serrures, et autour du plateau tout entier. C'est la table de M. de Vergennes. Quand je suis devenu ministre, il y avait là une table style Guizot, assez massive et ennuyeuse. J'appris que l'élégante table Louis XV, qui avait été celle du ministre de Louis XVI et devant laquelle il avait reçu Franklin, envoyé des Etats-Unis, était conservée au Mobilier national. Je fis des pieds et des mains pour qu'elle fût rendue au ministère des Affaires étrangères, qui la possède depuis lors.

Donc, à propos de la visite du bonhomme Franklin, on m'a raconté une anecdote qui n'est peut-être qu'une légende. On en jugera.

Franklin avait, en arrivant en France, son opinion faite sur les Français : hommes brillants, courtois, chevaleresques, mais légers, bavards, inconsistants. Il s'était donné à lui-même une consigne : ne pas trop se hâter d'aborder l'objet de sa mission, voir venir, se taire, et laisser l'initiative de l'échange des vues à son interlocuteur. Vergennes était un diplomate de l'ancienne école, réservé, prudent et sachant se taire. Quand on eut annoncé l'envoyé américain, il alla au-devant de lui dès que la porte fut ouverte, le salua, l'accompagna, et lui offrit un fauteuil près de la fameuse table. Franklin s'assit, s'inclina et attendit. Vergennes s'inclina et attendit. Franklin se tut.

Vergennes se taisait. Le silence se prolongeait et devenait embarrassant. Vergennes, gentilhomme d'excellente éducation, le comprit. Il tira sa tabatière de sa poche, frappa les trois coups réglementaires et offrit une prise à son partenaire. Celui-ci se servit et salua. Vergennes prit une prise et salua. Franklin prisa. Vergennes prisa. Et l'entretien n'alla pas plus loin. Franklin se leva, s'inclina et gagna la porte. Vergennes le reconduisit. A la seconde audience, Franklin aborda sans nul retard l'objet de sa visite et développa les conditions de la mission dont il était chargé [1]. »

VI

Hanotaux était commis principal sous le ministre Barthélemy St Hilaire, autour de 1880. Il n'en continuait pas moins à fournir, sans signature naturellement, des « variétés historiques » à *La République française*. Il choisissait particulièrement les épisodes de l'avènement d'Henri IV, parce que l'étude de cette période le préparait à son étude sur Richelieu, et aussi parce que ce lendemain des Guerres dites de religion n'était pas sans analogie avec la situation politique d'une France divisée par des convictions à la fois politiques et religieuses, à la suite de l'avènement de la troisième République. Il était un homme que ces rapprochements historiques intéressaient au plus haut point, un homme qui rêvait pour lui-même le rôle réparateur du Béarnais et qui ne se croyait pas incapable de réaliser cet *Edit de Nantes des partis* que nous attendons encore, en l'an de grâce ou de disgrâce 1936. C'était Gambetta.

Hanotaux, qui l'a approché de près, a gardé de lui un souvenir qui étonnera peut-être quelques-uns de nos lecteurs. Qu'ils sachent bien que son jugement coïncide avec celui d'Eugène Melchior de Voguë, qui était alors attaché d'ambassade en Russie.

« Gambetta, écrit Hanotaux, avait, sur cette période de notre histoire, l'influence prépondérante que l'on sait. Il atteignait au point culminant de sa destinée; mais les passions politiques, sans repos et sans pudeur, tentaient de l'abattre avant qu'il eût atteint le sommet. Jules Grévy, Président de la République, appliquait sa ruse paysanne et sa procédure papelarde à écarter le grand et clairvoyant organisateur, sous prétexte de le ménager comme une réserve. Les droites étaient enragées contre lui. Les républicains, divisés entre eux, se laissaient ébranler par la campagne du « pouvoir occulte, » de la « dictature » et par la basse polémique du « Vitellius, » de la « baignoire d'argent » et du cuisinier « Trompette ». Pauvre France! Gambetta s'était installé (un peu réfugié) à la présidence de la Chambre des députés. Quoique sa santé fût déjà ébranlée, il restait plein de confiance et d'entrain, il planait en quelque sorte au-dessus du marécage fétide des querelles quotidiennes, cherchant le terrain et attendant l'heure de son ministère.

Il conservait la direction du parti et celle de *La République Française*. Or, j'appris, par le secrétariat du journal.... qu'il avait manifesté le désir de me voir. Le 19 juin 1881, sur une convocation du secrétaire particulier de la présidence, le fidèle Dumangin, je me rendis à l'audience qui m'était assignée pour 10 h. du matin. Je ne m'étais jamais trouvé en tête-à-tête avec un tel homme. Je fus conquis du premier coup. La pureté des traits, la fraîcheur du visage, la franchise du regard, qui d'un œil unique révélait, pour ainsi dire, l'âme d'une seule pièce, la chaleur d'une voix qu'un léger enrouement rendait plus humaine, la lumière de l'esprit, l'aisance du cœur, une familiarité généreuse qui tendait la main avec une grâce mesurée et virile, la personne en un mot et l'accueil l'enveloppèrent d'une atmosphère que rien, depuis, ni la séparation, ni la mort, n'ont pu dissiper... Je pensais à ce Henri IV qui nous avait rapprochés, à cette conquête des âmes qui avait été la manière du Béarnais. L'accent, la barbe abondante et souple, la parole prenante et la belle humeur jaillissante amenaient le souvenir et l'évocation... Le sujet de la conversation fut celui qui avait amené la convocation : la guérison des grandes crises françaises. Le président insista sur ce que j'appelais « l'Edit de Nantes des partis ». Il cherchait dans l'histoire les arguments de la propagande qui s'amassait en lui et qui exploserait de lui à l'heure dite. Henri IV était son homme ; les grandes crises étaient son affaire. Il parla de Mirabeau, de Talleyrand, rattachant la politique extérieure à la politique intérieure. D'un geste, il enveloppait le passé pour l'offrir à l'inquiétude du présent et à l'espoir de l'avenir. Il s'intéressa aux archives des Affaires étrangères, me demanda des précisions, des détails, des révélations sur les grandes œuvres historiques embastillées loin de la lumière et de la vérité. On eût dit qu'il sondait en moi la jeunesse et qu'il voulait savoir de quoi nous étions capables et s'il pouvait compter sur nous. Le chef se révélait à la façon dont l'enquête se poursuivait jusqu'au tréfond de ma conscience. Et, tout à coup, par un brusque retour : « Que faites-vous à vous perdre dans cet insondable passé? Ce qui importe, c'est l'heure actuelle, c'est la France d'aujourd'hui. Elle réclame des hommes, des jeunes hommes ! Quittez vos archives ! Venez à la politique ! Entendez-vous ? Il nous faut des hommes. Demain, il sera trop tard, si vous n'avez pas pris la place et acquis l'expérience qui, un jour prochain, vous permettront d'aborder l'œuvre. C'est parce que vous êtes jeune que je vous ai convoqué aujourd'hui. Connaissez-vous des jeunes, des jeunes dévoués, préparés, capables d'agir et que nous puissions, dès maintenant, jeter dans la lutte ? Venez ! Je vous attache à notre cause, et ceux que vous m'amènerez, qui feront corps avec vous, pour que la France de l'avenir ait ses recrues toutes prêtes, toujours renouvelables. Puisque vous êtes aux portes de la diplomatie, entrez-y carrément. Courage ! Si l'histoire n'était pas une leçon d'énergie, que serait-elle qu'un conte de bonne femme ? Venez et amenez nous des jeunes ! »

Hanotaux entendit cet appel. Il fit le tour de ses amis. Paul Bourget se vit offrir un poste dans la diplomatie et refusa de quitter les lettres. Hervieu fut enrôlé et fit partie plus tard du cabinet de Spuller, au moment où Pallain, Joseph Reinach et Hanotaux lui-même entraient dans celui de Gambetta. Mais il échoua en essayant d'amener à la politique celui qu'il admirait plus que tous les autres : Albert Sorel. Il aurait voulu faire de lui, d'emblée, un directeur des Affaires politiques, aux

[1] A la suite de l'histoire de la table de Vergennes, il y a une histoire des tapisseries des Gobelins, qui ne manque pas non plus d'intérêt.

côtés de Gambetta devenu ministre des Affaires étrangères :

« Rédaction incomparable, finesse normande, labeur infatigable, connaissance de l'étranger, il avait tout ; nul Français n'était mieux préparé. Quand Gambetta devint président du Conseil, je fus chargé par lui d'offrir à Sorel la Direction des Affaires politiques ; Sorel écarta le calice. L'histoire le tenait à sa chaîne. Gambetta, du fait de ce refus, choisit J.-J. Weiss. On vit bien, alors, que sa conception de « l'Edit de Nantes des partis » était sincère ; il est vrai que les vieilles querelles, loin de désarmer, n'en furent que plus atroces... »

Ce que ne dit pas ici Hanotaux, c'est que ceux qui, tels Henri IV et Napoléon Bonaparte, ont réussi à réconcilier les Français après les périodes de luttes fratricides, ont commencé par se rallier à la majorité, par quitter leur parti, pour se faire vraie France. Henri IV a quitté les huguenots, tout en tâchant de leur faire comprendre qu'il ne les persécuterait jamais. Bonaparte a quitté les jacobins, dont il avait été, pour se mettre « au-dessus des partis. » Il a manqué à Gambetta le « Paris vaut bien une messe » tant reproché à Henri IV, le ralliement à la religion ancestrale, et la volonté de servir de médiateur entre ses anciens amis et les nouveaux. Il a manqué à Gambetta de comprendre le rôle social de l'Eglise, de savoir lui donner la paix et d'entreprendre avec elle, — et non pas contre elle, — cette œuvre de relèvement de la classe pauvre que l'historien Hanotaux lui attribue.

Il fallait barrer la route à la franc maçonnerie envahissante, au laïcisme démoralisateur, à l'école neutre, c'est-à-dire sans Dieu. Un Bonaparte avait compris cela et il n'était pas plus religieux dans le fond que Gambetta !

Cela dit, rien ne nous empêche d'approuver les pages enthousiastes que notre auteur consacre à son chef de file :

« Gambetta était un chef, un chef improvisé, mais un chef tel que les nouvelles générations paraissent les chercher et les acclamer... Ce qui le caractérise historiquement, c'est qu'il se trouva consacré chef sans usurpation ni violences, sans meurtre et sans relégation dans les îles ou dans les camps de concentration, mais bien par l'exercice d'une autorité naturelle... Quand je le vis, au Palais-Bourbon, déjà il avait achevé l'œuvre qui était la raison d'être de son apparition, la fondation de la République démocratique et parlementaire. Et ainsi, il était devenu, de chef, fondateur. Comparez avec l'avènement d'un Hitler, d'un Mussolini, d'un Lénine ! Gambetta n'avait pas d'autre instrument que son éloquence ; son élévation s'accomplit dans l'union et la paix... »

C'est peut-être pour cela, dirons nous, qu'il n'a pas pu se maintenir. Ce ne sont pas ses adversaires qui l'ont démoli, mais ses amis eux-mêmes. C'est une loi qu'à gauche on ignore la discipline dans la victoire. On ne la pratique que pour monter à l'assaut de l'adversaire. Dès 1789, cette loi s'est révélée : les révolutionnaires se sont dévorés mutuellement. Gambetta fut donc victime de son anticléricalisme. En se ralliant à cette masse anonyme de braves gens que l'on appelle « les Français moyens », en mettant fin à la Révolution, il aurait sauvé le pays et se serait sauvé lui-même. Léon XIII aurait prescrit le ralliement dix ans plus tôt, si un homme comme Gambetta avait manœuvré dans ce sens. C'était une belle partie à jouer et à gagner.

Et voyez comme il aurait eu une belle tâche à offrir au clergé rallié :

« En politique intérieure, la conception maîtresse de ce fils du petit commerçant de Cahors était l'avènement des « nouvelles couches sociales. » Cela voulait dire que la nation réalisait le vœu du XIX[e] siècle, s'acheminant vers la suppression de la pauvreté extrême, tendant du moins à ce qu'il n'y eût plus de miséreux par destination... Nous sommes frappés aujourd'hui de la grandeur de l'œuvre pacificatrice et conciliatrice prévue dès lors. La République n'a pas menti à ses promesses. Elle a transformé les conditions de la vie matérielle et intellectuelle du peuple : elle a offert, en don de joyeux avènement, la dignité humaine à l'homme qui travaille. L'Etat a pris conscience de son devoir social. Il faut avoir vu, comme l'a vue l'enfance de « Mon Temps », la queue faite par les mendiants à la porte des fermes et des maisons bourgeoises, durant les longs hivers, les « loqueteux » pieds nus dans la neige, les haillons traînant dans les faubourgs des grandes villes, les enfants tendant la main à l'arrivée des diligences ; il faut avoir connu la misère du pauvre monde pour comprendre quel progrès s'est accompli et quel progrès peut s'accomplir encore... »

Ainsi parle Hanotaux, laissant libre cours à un cœur généreux. Nous ne serions pas aussi assurés que lui que l'on doive en toute équité attribuer le progrès social à la République comme telle. S'il n'y avait eu de tels changements que dans la France républicaine, nous dirions qu'il a raison ! Mais un coup d'œil sur les monarchies voisines, en Belgique ou en Angleterre, nous apprend que la République n'y est pour rien, et que tout doit être attribué *à la machine* qui a vulgarisé le bien-être et élevé le « niveau de vie », par le simple jeu de la surproduction exigeant constamment la découverte de « nouvelles couches de clientèle » pour l'écoulement des produits. C'est de la même façon que l'Europe industrielle a aussi élevé le *standard of life* des nègres de l'Afrique ou de l'Océanie !

Ce que la République possède, hélas ! bien en propre, c'est la déchristianisation des masses et Gambetta, si large d'esprit qu'on veuille nous le décrire, n'y a pas été pour rien ! Et c'est pour cela que nous ne le rangerons pas au nombre des grands bienfaiteurs de son pays et de l'humanité. Il a peut-être plus détruit que construit, si la moindre destruction dans le domaine de l'âme est plus à déplorer que ne sont admirables les plus heureuses constructions dans le domaine temporel !

VII

Au surplus, ce sera à M. Hanotaux lui-même que nous emprunterons la confirmation de notre jugement sur Gambetta. Le véritable grand

homme est celui qui domine les événements et ne se laisse pas surprendre par eux, c'est celui qui change le cours de son siècle. C'est celui qui sait *durer*, pour être à même d'accomplir son œuvre. Ainsi Richelieu. Ainsi Napoléon. Or, Gambetta n'a pas su durer. Il a été honteusement liquidé, si l'on ose dire, par ses propres amis. Il n'a eu pour lui que les jeunes. Ses égaux et ses émules l'ont enveloppé de leurs filets, l'ont — selon le mot reçu dans l'argot politique — « étranglé entre deux portes ». On le jalousait affreusement, et Jules Grévy plus que tous les autres. Il voulait former « un grand ministère », mais les « grands ministres » refusèrent leur concours. La présidence soufflait sur les combinaisons qu'il essayait. Et pour comble d'ironie, quand il apporta à Grévy, qui l'avait sournoisement contrecarré en tout, la liste de ses collaborateurs, ce fut pour s'entendre dire, sur un ton narquois : « C'est ça, votre grand ministère ?... Et M. Paul Bert aux Cultes ?... C'est complet ! »

Sentant partout une résistance sourde et voilée, Gambetta s'énervait et s'entêtait. Il comptait sur sa puissante parole, sur son prestige personnel, sur sa faculté d'assimilation, d'improvisation. Il portait depuis longtemps en son esprit des plans, des idées, des rêves. Il était, si l'on peut dire, « homme d'Etat en chambre », comme d'autres sont stratèges en chambre. Il n'avait pas assez compté avec les hommes, avec les rivalités, les jalousies. Un Bonaparte, à trente ans, trouvait moyen de s'imposer à des Fouché, Talleyrand, Sieyès et consorts. Gambetta se laissa prendre au piège. Il savait que les jours lui étaient comptés. Hanotaux fait, à ce sujet, des remarques qui portent sur tout le régime :

« Il apportait au ministère, écrit-il, la fièvre de la plupart des hommes d'Etat dans le système précaire et déchiqueté qui s'essayait en France sous le nom de régime parlementaire. Talonnés par la perspective constante d'une chute prochaine, ces hommes d'un jour se pressent trop. Ils veulent voir se réaliser, durant les courtes heures qui leur sont accordées, les desseins qu'ils ont longuement mûris, caressés dans l'attente du pouvoir. Je parle des meilleurs, bien entendu. Ils n'osent pas laisser du temps au temps, ce qui est une condition de succès. Ils se précipitent sur l'obstacle, prétendant le forcer, alors qu'il tomberait de lui-même ou qu'une certaine patience ou souplesse permettrait de le tourner. Les plus graves événements de l'histoire contemporaine ont dépendu de cette disposition quasi maladive. La sagesse elle-même a besoin de respirer, de souffler au moment où elle s'engage dans l'action. »

Qui ne voit que ces lignes flagellent le vice principal de notre système : *l'instabilité ?* Or, cette instabilité elle-même découle directement du régime ; c'en est la tare essentielle. Le parlementarisme, tel que Gambetta et ses amis l'ont conçu, est fondé, disent-ils, sur la raison. Il ne reconnaît ni dogme, ni tradition, ni limite. Il postule l'infaillibilité du suffrage universel, d'une part, et des élus de ce suffrage, d'autre part. Il repose sur l'idée de *progrès* substituée à celle de stabilité. Il implique le mouvement, la marche vers l'avenir, sans trêve et sans arrêt. De là, des ambitions acharnées chez les futurs hommes d'Etat, de là un esprit corrosif qui ne ménage ni ne respecte rien, ni l'expérience des chefs et des vieillards, chevronnés dans la pratique des affaires, ni les institutions existantes, ni les positions acquises, et qui fait profession de tout remettre en question à chaque instant. Mais cette fièvre de critique ou de changement se traduit par des assauts continuels contre les détenteurs provisoires du pouvoir, par des crises ministérielles indéfiniment multipliées. On n'arrive au pouvoir qu'après avoir « déboulonné » ceux qui l'occupent. En vain se flatte-t-on, alors, de fermer la porte derrière soi. Il y a une « justice immanente. » C'est la « *pœna consequens* » de l'ambition, comme aurait dit S. Thomas. Ce que vous avez fait aux autres, d'autres vous le feront à vous-mêmes. Gambetta avait renversé des ministères ; il sera renversé lui-même. Tel sera plus tard le sort non moins tragique d'un Clemenceau. C'est la règle du jeu, et ce jeu est « un jeu de massacre. »

L'injustice est ordinaire dans ce milieu. Ainsi, parce qu'on avait refusé à Gambetta les concours utiles, on critiqua l'entrée des jeunes dans sa combinaison gouvernementale. On répandit des alarmes à son sujet. Hanotaux cite une lettre de Gabriel Monod, qui n'était pourtant pas un radical avancé : « Je suis au Havre, » lui écrivait l'historien protestant, « j'aurais aimé vous voir et parler avec vous. La nomination de Weiss m'a causé le plus vif déplaisir, non pas tant en elle-même que parce qu'elle prouve « que quelque chose est pourri au royaume de Danemark [1]. » Je ne puis pas prendre Weiss au sérieux. *Caveant consules et amici.* » Or, Weiss n'était devenu Directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay qu'en raison du refus d'Albert Sorel d'accepter cette charge de premier plan.

Hanotaux écrivait lui-même dans ses notes, le 28 décembre 1881 :

« En ce moment, Gambetta au pouvoir va vers un but obscur pour tous, même pour ceux qui l'approchent... Comme homme, il est de ceux qui sont rares ; le seul, en somme, qui m'ait donné jusqu'ici l'impression de supériorité. Il travaille brillamment, élégamment, comme court un beau cheval de sang. Il se fatigue beaucoup. Autour de lui, des sous ordres insuffisants ; quelques-uns peu sûrs. Spuller est des meilleurs comme autorité, valeur et honnêteté ; mais il est faible. Il est à craindre que les intrigants ne l'emportent. Le sentiment général du pays est l'attente. Qu'adviendra-t-il ? »

Gambetta n'a pas su ou pas pu vaincre cette atmosphère de défiance, d'inquiétude, créée autour de lui par ses rivaux et envieux. M. Hanotaux a beau nous dire qu'il était un homme supérieur, il lui manquait tout de même quelque chose. Quoi ?

[1] Phrase *d'Hamlet*, citée en anglais par Monod.

Peut-être une pondération, une continuité, une souplesse, un tact secret, des antennes réceptrices à l'égard des hommes et des choses [1].

On sait que le « grand ministère » tomba sur la question de la révision et du scrutin de liste. Hanotaux examine les causes de cette chute. Pourquoi Gambetta choisit-il ce terrain de bataille ? Pourquoi y attachait-il une si grande importance ? Précisément parce qu'il comprenait le péril de l'instabilité, parce qu'il rêvait d'une continuité plus assurée, mieux établie dans la pratique gouvernementale Et aussi parce qu'il comprenait tout ce qu'il y a de rétréci, de confiné, de mesquin dans le scrutin d'arrondissement. Il voulait faire vite. Mais il sentait que cette hâte était contre nature. Il cherchait le remède et ne le voyait que dans un scrutin assurant une majorité stable et fidèle au gouvernement. Ecoutons Hanotaux :

« En réalité, nous pensions comme lui que le chef du gouvernement, d'un gouvernement qui posait la première pierre du futur édifice républicain, avait besoin de s'attacher par les liens les plus forts une majorité fidèle, pour fonder, bâtir, élever. Dans le discours du 19 mai 1881, qui avait imposé à une Chambre récalcitrante un vote favorable au scrutin de liste, vote qui, comme on le sait, n'avait pas obtenu l'appui du cabinet Jules Ferry et n'avait pas été confirmé par le Sénat, Gambetta avait posé nettement le problème et le principe Il avait déclaré sa conviction profonde qu'il n'y avait pas de possibilité d'établir, dans le pays, un gouvernement républicain, sans assurer au suffrage universel des assises plus larges que le scrutin d'arrondissement, ce « miroir brisé. » Cette conviction, cette volonté de « combattre jusqu'au bout, » Gambetta l'avait fait connaître au Président de la République et en avait fait une condition de son acceptation du pouvoir. Sans insister sur les diverses considérations que l'orateur avait développées dans ce même discours et dans celui qu'il prononça le jour de sa chute, le principal argument, l'argument-massue, dont il faut reconnaître aujourd'hui la portée et la force, mais dont le poids même faisait le danger, était de protéger le pays contre la plus déplorable des infections politiques, surtout en régime démocratique, la corruption par l'argent.

Ici, il faut citer : « Assurément, ce n'est pas un médiocre avantage d'avoir un scrutin de paix sociale. Mais ce n'est pas là le but de mes observations. Il y a un point qui est beaucoup plus alarmant. Ce serait au sein de notre démocratie, si généreuse et si loyale, la création d'un régime d'élections qui nous ramènerait à quelque chose de plus détestable encore que le bourg-pourri, en Angleterre, avant la réforme de 1832. Oui, timidement, clandestinement d'abord, on a acheté des voix. On a versé la corruption et le vin aux masses électorales... On a mis à l'enchère des candidatures, et il se trouve maintenant qu'il va surgir une industrie de placement électoral politico-financière, dans certains arrondissements... Oui, il y a des arrondissements sur lesquels certains Turcarets jettent leur dévolu, calculent le chiffre qu'ils devront inscrire au total des frais généraux... Je dis que ce sont des mœurs qui commencent, mais qui, si vous maintenez le régime parcellaire appliqué au suffrage universel, vont se développer et vous auriez cette responsabilité devant l'histoire d'avoir inoculé la gangrène de l'argent à la démocratie française... »

Oui, cela valait la peine de livrer la bataille et il fallait la livrer tout de suite. Quelques mots empruntés au même discours achèveront de faire saisir le prix de cet avertissement solennel : car il s'agissait de prévenir, en même temps, l'autre mal qui est devenu, de notre temps, le plus funeste instrument de règne, la recommandation, — n'hésitons pas à prononcer le mot vulgaire qui caractérise cette effroyable vulgarité de la vie politique et sociale : *le piston*.

« Je crois, disait encore Gambetta, qu'on accomplirait la plus féconde, la plus efficace des réformes (et cela dès le berceau de la République), si on trouvait un régime électoral qui pût soustraire l'élu à l'intimité trop pressante de l'électeur. » — « Intimité trop pressante ! » Hélas !

En tout cas, c'était voir les choses de haut et de loin, même si c'était apporter le remède un peu vite. Mais les Chambres, dès lors, n'aimaient pas ce langage. Ces « intimités, » c'était justement ce qu'il leur fallait. »

Gambetta ne fut pas suivi. On chuchotait qu'il rêvait d'un pouvoir personnel. Il est sûr que cette sorte d'éloignement, d'élévation de l'élu par rapport aux électeurs, qu'il préconisait, tout en rendant « le piston » plus difficile, prêtait le flanc à l'accusation d'*antidémocratisme*.

M. Hanotaux n'essaie point de considérer cet aspect du problème. Nous nous sommes expliqués sur ce point, ici même, à plusieurs reprises. Le régime des mandats non impératifs, — non compensé par le *referendum* populaire, — fait de notre système soi-disant démocratique un régime d'oligarchie élue, de féodalité non héréditaire, mais élective. Dans le scrutin d'arrondissement, cette féodalité profite aux comités locaux. Le député fait un marché avec les militants de son parti : ils lui apportent des voix, il leur rend des avantages de toute nature, en se faisant quémandeur à leur profit. Dans le scrutin de liste, les électeurs abdiqueraient en faveur des députés, mais les députés abdiqueraient en faveur du chef du parti vainqueur. On aboutirait à une oligarchie unitaire, à une sorte de monarchie à temps, de monarchie fondée sur l'élection. Il faut reconnaître que Gambetta avait raison de condamner

[1] Hanotaux nous cite un trait de la façon de décider de son héros. On y remarque on ne sait quoi d'impulsif, de mobile, d'irréfléchi :
« Aujourd'hui j'ai rédigé ma première dépêche diplomatique ; il s'agit de l'affaire d'Obock. J'ai observé que, des ordres donnés par le « patron », il faut rabattre, dans la rédaction, au moins moitié sur la première indication donnée par lui. Son tempérament violent l'emporte d'abord. Des Français, conduits par un certain Lambert, ayant abordé sur la côte des Somalis et se trouvant attaqués par les naturels du pays, demandaient qu'on vînt à leur secours. Je porte la dépêche au ministre : « Qu'ils se fassent tuer ! s'écrie-t-il. On n'évacue pas. » Je rédige ma dépêche en ces termes : « Il faut rester à tout prix. » Gambetta prend la plume et corrige : « Il faut rester jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible de faire autrement. » Et tout à coup se ravisant, il me dit : « Ces gens sont des Français ; on ne peut pas les abandonner. Allez au ministère de la Marine, voyez Gougeard et demandez-lui s'il n'y aurait pas, dans les parages de la mer Rouge, quelque bateau qui puisse venir en aide à ces malheureux. » Un bateau fut envoyé par suite de ces instructions. Et ce fut le point de départ de notre installation à Obock Djibouti. »

ce que Briand appellerait plus tard les « mares stagnantes. » Pourtant, les députés y trouvent leur bénéfice et ils le font bien voir. Notre temps a fait la preuve que le péril le plus grave n'était pas celui de l'argent, mais celui de la surenchère électorale et des alliances monstrueuses.

Ce fut sur cette question que Gambetta fut battu. Il ne devait pas se relever de cette défaite. M. Hanotaux nous raconte ses adieux au ministère des Affaires étrangères : — « Gambetta, écrit-il, réunit le personnel de son cabinet et se sépara de nous en adressant à chacun quelques propos familiers et amicaux ; sur ce ton plaisant qui lui était naturel, il me dit, en faisant allusion à mes études et en me serrant la main : « Allons, au revoir, l'évêque de Luçon ! Nous nous reverrons à la *République française*. »

Puis l'auteur entreprend de nous exposer les fruits que ce premier contact avec les affaires laissa dans son âme :

« De même que j'avais appris de Richelieu, par l'étude de son premier traité dans l'affaire de la Valteline, qu'il faut savoir rompre et céder au cours d'une négociation, si l'on obtient seulement le suffisant, et — comme je l'ai répété souvent par la suite à tous mes négociateurs — qu'il faut savoir « casser sa pointe, » de même dans les affaires difficiles il est bon de savoir jouer le risque, mais en se ménageant toujours une « porte de sortie. » J'appris encore, en réfléchissant aux circonstances de la chute de Gambetta, qu'il ne faut pas bousculer le temps, mais s'appliquer à adoucir par un travail patient et prolongé la pente des occasions. J'appris qu'il faut savoir se servir des propos ambigus et y recourir, au besoin, dans les passages difficiles, mais en se disant que les autres s'en servent et en se gardant de les prendre, — de quelque côté qu'ils viennent, — pour argent comptant. J'appris que la fermeté dans le caractère et dans les desseins est une force dominante, mais qu'on ne doit la faire sentir qu'avec sagesse et mesure, avançant, comme dit le cardinal de Richelieu, « à pas de laine et de plomb, » — de laine pour la douceur et de plomb pour le poids. — J'appris enfin que la plus grande difficulté, dans la *politique extérieure*, est qu'il faut, avant tout, garder son secret et ne dévoiler que des résultats acquis. Richelieu dit encore : « aller au but comme les rameurs, en lui tournant le dos. »

VIII

Nous n'essaierons pas de suivre M. Hanotaux dans les détails qu'il rapporte au sujet des vues de Gambetta en matière de politique étrangère. Nous n'en retiendrons que ceci : dès ce temps-là, une option s'offrait à nous : l'Allemagne ou l'Angleterre. Entre l'Allemagne et nous, il y avait l'Alsace Lorraine et le traité de Francfort. L'Autriche avait oublié Sadowa ; nous ne pouvions pas oublier Sedan. Entre l'Angleterre et la France, il y avait de nombreux souvenirs de rivalités maritimes et coloniales. En nous aiguillant vers la politique coloniale, Bismarck avait sûrement l'espoir de nous brouiller avec l'Angleterre et de nous détourner de la « ligne bleue des Vosges. » Mais il entendait surtout se servir de nous pour son dessein d'hégémonie européenne.

« Résumons, écrit M. Hanotaux. La France, la IIIe République, Gambetta avaient à choisir entre les avances allemandes si dangereuses, mais si séduisantes, d'une part, et, d'autre part, les complexités, on pouvait dire les déceptions de l'entente franco-anglaise. Or, malgré tout, la sagesse française reste attachée à l'entente avec l'Angleterre, voilà le fait ; où se trouve donc cette prétendue subordination (de Gambetta) à l'Allemagne et à Bismarck ? N'est-il pas de toute évidence que notre politique est libre et qu'elle fait son choix comme elle l'entend ? »

A notre tour, nous ajouterons ceci : Pourquoi opter pour l'Angleterre plutôt que pour l'Allemagne ? — Pour de nombreuses raisons : parce que l'Angleterre a une parole, et c'est pourquoi elle ne s'engage que difficilement et avec précautions, tandis que l'Allemagne n'a pas de parole, et encore moins depuis la doctrine du « chiffon de papier » et la théorie du « droit des paragraphes » et du « droit vital » ; — parce que l'Angleterre est nantie, alors que l'Allemagne est affamée, et qu'on est toujours plus en sûreté avec un compagnon satisfait qu'avec un mécontent ; — parce que l'Angleterre est de vieille civilisation chrétienne, tandis que l'Allemagne n'a que mal recouvert sa barbarie primitive, dans les régions de son territoire venues tard à l'Eglise et promptement séparées d'elle.

Et cela nous amène à emprunter aux Mémoires de M. Hanotaux les réflexions qu'il recueillait, autour de 1880, sur l'Allemagne, de la bouche de son grand ami et aîné, Albert Sorel :

« Quand, après de longues journées de labeur, les yeux brûlants, la tête échauffée, nous enfilions la rue de l'Université pour gagner notre Quartier latin et que nos jambes et nos cerveaux se délassaient par la longueur du chemin, que n'avons-nous pas dit et redit, cherché et recherché, mâché et remâché, vu, entrevu, prévu, sur la fortune de la France ? Sa main (d'Albert Sorel) s'ouvrait pour répandre les secrets de l'Europe ; son pas viril franchissait les obstacles dressés contre nous par la politique bismarckienne. Il disait comme Gambetta : « Attendons ! Notre heure viendra. Les monarchies ont aussi leurs faiblesses, leurs tares : les minorités, les régences, les dissensions familiales, le népotisme, le favoritisme. » Connaissant admirablement l'Allemagne, il rappelait les fatalités de son histoire déchirée, son demi-slavisme destructeur, son nomadisme brutal, *son incarcération continentale avec ses vaines aspirations vers la haute mer* [1]. Soit à l'est, soit à l'ouest, soit au nord, soit au sud, sa force surabondante étant projetée en assauts impétueux, elle s'est toujours heurtée à quelque Marius, à quelque Gustave-Adolphe, à quelque Pierre le Grand, sans parler de Philippe-Auguste, de Dumouriez, de Napoléon. « Laissons faire ! Dans l'une de ces crises d'étouffement qui la précipitent sur le mur de sa prison, elle ameutera contre elle ses vrais adversaires : sur mer l'Angleterre, sur terre la Russie. Alors, notre civilisation latine, qui a colonisé ses peu-

[1] C'est nous qui soulignons cette expression profonde et qui explique toute l'histoire contemporaine de l'Allemagne, depuis la période industrielle.

ples, aura son jour. Soyons libres ; ne nous lions pas. Attendons l'heure où ils seront engagés Alors, nous choisirons ; ne nous laissons pas choisir. Ne faisons pas la besogne des autres, mais la nôtre, à notre heure. »

J'écoutais, je portais mes regards vers les lointains du monde et vers l'aube des destinées nouvelles qui déjà se levait. J'interrogeais mon ami sur l'emploi des longues années d'attente. J'insistais sur la nécessité de secouer les miasmes de la vieille maison. Je parlais de cette Amérique, alors si mal connue, si imprudemment négligée et dont l'intervention, un jour, pouvait devenir décisive ; de cette Afrique, si proche de nous, avec ses ressources inépuisables en hommes, en courage, en vertus militaires, de cette terre abandonnée aux ravages de la barbarie et aux horreurs de la traite, alors qu'elle avait été la force de Carthage, le grenier de Rome et l'évangélisatrice des siècles modernes. Je voyais au-delà de l'isthme de Suez, percé par notre Lesseps, ce « Commerce des Indes », objet éternel des aspirations économiques de l'humanité ; la terre entière, quoi ! à laquelle personne ne songeait et qui, d'elle-même, frappait à notre porte.

Le Normand (Albert Sorel) hésitait, si sage. Replié sur lui-même, il attendait. Toutefois, lorsque Jules Ferry eut ouvert les voies de l'expansion coloniale, le Vosgien robuste ébranla le robuste Normand : « Vous avez peut-être raison, me dit-il. Qui sait ? »

Nous avons tenu à citer cette page tout entière. Elle est si suggestive. Elle marque les débuts de la *politique mondiale* substituée à la *politique européenne*. Evidemment, Hanotaux ne fut pas le père de cette politique nouvelle. Il saisissait ce qui était dans l'air de son temps. Les explorateurs avaient fouillé le monde dans la plus grande part de son étendue habitable. Les industriels fabriquaient en quantités grandissantes des marchandises qui cherchaient des clientèles nouvelles. Sur les pas des découvreurs de mondes se précipitaient les porteurs de l'Evangile, les porteurs des divers drapeaux nationaux et les vendeurs de produits manufacturés, les uns pressant les autres. Les nations ayant façade sur l'Océan allaient se trouver favorisées. L'Espagne et le Portugal avaient bénéficié les premières des richesses des pays neufs. Mais c'étaient des puissances de second ordre. L'Angleterre les avait supplantées. La France avait suivi de loin, et allait entrer dans la voie d'une expansion coloniale immense. L'Allemagne, hypnotisée par le monde européen, mal servie par sa position géographique, non seulement nous laisserait faire, mais nous encouragerait, pour les raisons indiquées plus haut. Puis, subitement, elle s'apercevrait de l'utilité des possessions coloniales, elle chercherait à avoir sa part dans le partage du monde. Et toutes les places, les plus fructueuses du moins, étant prises, elle sentirait plus douloureusement l'infortune de ce que Sorel appelait si puissamment « son incarcération continentale. » Elle se déclarerait « encerclée. » Elle se jetterait avec rage sur l'une des portes de sa prison, la porte de l'ouest, pousserait au plus vite jusqu'à Anvers, pour y respirer l'air du large, mais serait ramenée, après quatre ans d'une lutte gigantesque et désespérée, à ses limites raciales, plus étroitement fermées que jamais.

Et voilà tout le drame des cinquante dernières années ! Et voilà tout le problème d'aujourd'hui, qui sera peut-être la tragédie de demain !

Il y a, au centre de l'Europe, un pays atteint de « fièvre obsidionale, » un pays réduit par la pauvreté de son sol, de ses finances, à pratiquer l'autarchie économique, un pays qui, dans la poussée secrète de sa soif de revanche et de son orgueil, tente de pratiquer même l'*autarchie spirituelle*, au moyen de la *religion nordique*. Ce pays est un péril pour lui-même, pour le monde, pour la France surtout. C'est la faute de sa situation géographique, mais c'est la faute surtout d'une philosophie qui, fondée sur l'industrialisme, ne veut plus connaître que les richesses d'ici-bas, et pousse les peuples moins bien partagés que les autres à se nommer les « peuples prolétaires » et à s'insurger contre les injustices de l'histoire, contre la richesse des peuples voisins plus favorisés.

Mais nous, Français de France ou Belges de race toute proche, avons-nous le droit d'oublier ? L'entente avec l'Allemagne serait la paix, serait la vérité. Seulement, entre l'Allemagne et nous la distance psychologique n'est-elle pas trop grande ? Ce que l'on accorderait avec joie, avec empressement, à une nation cordiale, pacifique, fidèle à ses engagements, peut-on l'accorder à un peuple menaçant, hérissé, surarmé, sans foi et qui n'offre la paix qu'à la pointe du poignard ?

Pour terminer ces extraits des mémoires de M. Hanotaux, nous citerons le passage qui concerne Taine. Celui-ci travaillait alors à sa grande histoire des *Origines de la France contemporaine*. Il était l'un des plus assidus aux archives nouvellement ouvertes, au ministère des Affaires étrangères.

« Je m'étais bien gardé, écrit Hanotaux, de le reléguer dans la salle de travail et je l'avais installé dans mon cabinet où il étalait ses documents sur mon large bureau... Il n'est pas de nature plus difficile à définir que celle de Taine : rustique et sylvestre par ses origines ardennaises,... basochienne par la profession de son père, avoué à Charleville, normalienne par la formation de l'adolescence, finalement mondiale et internationale, — surtout britannique ; — par le choix des études et par le désenchantement des dernières années. Il y avait en ce maître quelque chose de primitif et de rude venant de sa province, souligné encore par sa manière professorale, par ses partis pris décidés, par son tempérament inquiet et toujours sur ses gardes. Il ne se laissait ni dominer ni attendrir, ni convaincre, pas plus qu'un plaideur à la barre, la main sur son dossier, ou qu'un forestier sur le qui-vive, la main sur la gâchette, dans la vastitude des bois.

Quand je le connus, amaigri, légèrement voûté, le regard gris et incertain, il avait vieilli et il ne manquait que la calotte noire pour évoquer l'étude paternelle. Mais tout à coup, de ses lèvres exsangues, la parole jaillissait et c'était une haute

envolée humaniste et humaine. Quelque chose de grand vivait en lui : la Nature. A l'entendre, on sentait quelles impressions d'enfance ineffaçables avaient déposées en lui les tableaux que ses voyages avaient transposées dans les Pyrénées, en Italie, en Angleterre, sur les mers du nord, « où les lourds nuages aux ventres violacés noircissent et fondent en averse. »

Venu de sa forêt d'Ardenne, la société des hommes le surprenait ; mais il restait serf de sa tâche, né pour être jusqu'à la fin un rude abatteur de bois. Je pense que la fameuse phrase sur la pensée se formant, dans le cerveau humain, comme un produit chimique, le vitriol, n'est que l'explosion de ce sens profond de la nature qui était l'essence de son être. « La même sève sous la même température et sur le même sol produit, aux divers degrés de son élaboration successive, des formations différentes. » Voilà tout le système de ce naturaliste transposé dans les lettres. Pour cet élève de Condillac et des Anglais du XVIII^e siècle, la vie n'est qu'une rencontre des combinaisons physiques et de forces juxtaposées. L'acte divin est inutile ; le seul idéal, c'est la vie, avec son triste corollaire, la mort. L'inquiétude qui le rongeait le laissait sans espoir...

Pasteur venait assez souvent dans mon service, aux Archives, chercher son fils qui y était attaché. Il entrait chez moi et on causait. Un jour que Taine était là, on annonça M. Pasteur ; il me demanda : « Est-ce ce savant qui a de si violentes polémiques au sujet des microbes ? — C'est lui-même. — J'aimerais tant à le connaître ! » J'allai dans le couloir au-devant de Pasteur et je lui dis que M. Taine était dans mon bureau et qu'il désirait vivement faire sa connaissance. M. Pasteur me dit : « Est-ce le fameux Taine, le grand écrivain ? — Parfaitement. » Il entra. Taine alla au-devant de lui, avec sa bonne grâce habituelle, et il se rassit devant la table où il travaillait. Pasteur resta debout, ne faisant qu'entrer et sortir. La conversation ne s'attarda pas en banalités. Taine, toujours interrogeant, en arriva vite aux découvertes de la science : « Monsieur Pasteur, dit-il, permettez-moi : au point de vue de la science, que pensez-vous de l'immortalité de l'âme ? » Pasteur, debout, avec cet étrange visage frappé d'hémiplégie à gauche et ce sourire narquois de paysan jurassien qui animait la partie vivante de son visage : « Ah ! monsieur, dit-il tout simplement, vous ne trouverez pas la réponse à cette question dans nos cornues. » Telle était, pour le grand savant, le dictat de la science. Taine, apôtre du scientisme, ne poussa pas plus loin l'interrogatoire. »

On sait que Taine fit appeler un pasteur protestant, à ses derniers moments. Une foi incomplète était née dans son esprit. Combien la foi si simple de Pasteur était plus proche de la vérité !

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

P. Victor LITHARD, C. S. Sp. — Précis de Théologie pastorale. — In-8 de XXIV-448 p., 20 f. — Paris, Téqui.

Le succès de ce *Précis*, dont la 1^{re} édition remonte à 1930, est tel qu'une nouvelle édition (du 4^e au 8^e mille) est devenue nécessaire.

L'auteur n'a pas cru devoir étendre son texte : toutes les questions qui peuvent intéresser le pasteur avaient été abordées. Dans cette nouvelle édition, la Sainte Vierge a pris la place qui lui revient de droit. L'exposé de l' « action catholique » a reçu des précisions et des développements, selon les nouveaux documents du St-Siège. Aux *Questions particulières* de la dernière partie ont été ajoutés trois cas spécialement délicats et importants de doctrine pénitentielle, dont deux concernent l'admission aux saints ordres et à la profession religieuse. Aucun autre chapitre n'a été ajouté, mais le texte a été enrichi et la bibliographie soigneusement tenue à jour.

Rappelons que ce manuel est divisé en trois parties, dont les différents paragraphes ont une numérotation spéciale pour chacune des trois parties. La première a pour objet : *les qualités qui font le vrai Pasteur ;* la seconde étudie les rapports individuels qui existent entre *le Pasteur et les Brebis ;* la troisième rappelle les devoirs et les œuvres d'apostolat indispensables, par lesquelles *le pasteur* exercera son zèle sur *le troupeau* à lui confié. La première partie est très réduite, malgré son importance fondamentale : les ouvrages ne manquent pas, qui traitent du Pasteur lui-même et des qualités que requiert un ministère fructueux. La troisième, plus développée, se contente d'indications essentielles. Si une organisation s'impose, elle peut se faire de mille manières, selon les conditions très diverses dans lesquelles vivent les paroisses, les missions et autres centres de ministère. Les œuvres ne peuvent toutes servir à la fois ; mais il en faut, et pour tous les besoins des âmes. Celles que l'auteur a mentionnées le sont à titre d'exemples, pour inspirer et guider les initiatives. Mais un soin tout particulier a été donné à la deuxième partie, de beaucoup la principale, parce que le salut des âmes est une affaire nécessairement individuelle, à laquelle sont subordonnés et les œuvres et les pasteurs. Pour sauver une âme, il faut l'atteindre elle-même, connaître ses capacités et ses besoins et la traiter en conséquence, en tenant compte de ses défaillances et de ses progrès, jusqu'à ce que son sort soit fixé par une mort chrétienne.

Les destinataires de cet ouvrage ne sont pas seulement les *séminaristes*, auxquels cependant le *Précis* du P. Lithard apportera une doctrine sûre et précise, coordonnée à l'enseignement des autres manuels. Ce sont aussi les *prêtres du ministère*, pasteurs d'âmes, les *missionnaires*, à l'intention de qui un chapitre a été ajouté, traçant les lignes générales de leurs devoirs apostoliques, enfin les *directeurs d'œuvres*, dont l'action demeure une nuance du travail pastoral.

Rappelons ce que nous disions de la 1^{re} édition, en 1930, p. 781 : « La doctrine est sûre ; la documentation est abondante et au point. L'ouvrage atteint son but : il donne aux missionnaires, aux prêtres en activité et aux élèves de Pastorale de nos séminaires un excellent instrument de travail dont ils n'auront qu'à se louer. »

P. Hilaire DE BARENTON. — Le P. Ludovic de Besse, *l'apôtre et l'initiateur des œuvres sociales en France.* — In-8 de XII-514 p., 20 f. — Paris, Librairie St-François.

Ce livre est beaucoup plus une histoire des œuvres sociales du P. Ludovic de B. qu'une biographie. Les Franciscains se sont toujours employés à soulager les misères du peuple ; au XIII^e siècle, ils combattent le servage et organisent les corporations ouvrières ; au XV^e, le Bienh. Bernardin de Feltre triomphe de l'usure juive par l'institution des monts-de-piété.

Quinze années de séjour à Paris semblaient destiner le P. Ludovic de B. à la direction spirituelle des âmes ; et voici que, transporté tout d'un coup à Angers, en 1873, il y entendit l'appel à une vocation nouvelle, vocation pour les œuvres sociales. Il se trouva en face d'une usure dévorante, ruinant partout le petit travailleur des villes et des campagnes. Il entreprit de renouveler l'œuvre du B. Bernardin et de créer,